
Annexe 1

La Charity Commission for England and Wales et le contexte canadien

À l'heure actuelle, il n'y a qu'en Angleterre et au pays de Galles que les questions d'enregistrement et de révocation de l'enregistrement sont confiées à un organisme particulier. Nous nous sommes inspirés de cet exemple pour concevoir les modèles 3 et 4. La Commission canadienne sur les organismes de bienfaisance proposée dans le présent rapport ressemble à certains égards à celle existant en Angleterre et au pays de Galles, mais elle dispose de pouvoirs différents.

Une différence importante vient du fait que la Charity Commission for England and Wales applique la *Charities Act* de 1993, laquelle n'est pas identique, sur le plan fonctionnel, à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. En effet, la *Charities Act* confère à la Charity Commission for England and Wales la compétence voulue pour connaître de toutes les questions concernant les organismes de bienfaisance, y compris des pouvoirs qui, au Canada, relèvent des provinces, par exemple celui de donner des conseils et du soutien pour aider les organismes de bienfaisance à adopter de bonnes pratiques administratives et à être structurées de manière efficace.

Le principal rôle de l'organe de réglementation fédéral au Canada – peu importe le modèle institutionnel – est de traduire l'intention du Parlement dans la manière dont il applique les dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu* relatives aux organismes de bienfaisance.

La *Charities Act* confère à la Charity Commission for England and Wales un certain nombre de pouvoirs qui ne sont pas prévus par la Constitution canadienne, notamment le pouvoir de ne pas tenir compte de décisions judiciaires antérieures qui sont devenues dépassées et d'exercer conjointement avec les tribunaux certaines fonctions administratives. Cela rend la comparaison parfois difficile et explique en partie pourquoi la Charity Commission for England and Wales est parfois considérée comme un organisme quasi judiciaire.

Finalement, à titre d'organisme autonome, la Charity Commission for England and Wales ne rend pas compte de ses décisions à un ministre, même si elle est redevable envers un ministre de son rendement annuel.

Annexe 2

Liste des études et documents de référence traitant de questions relatives à la réforme institutionnelle qui sont mentionnés dans le présent rapport.

Études canadiennes

Brock, Kathy (éd.). *Improving Connections between Governments, Nonprofit and Voluntary Organizations: Public Policy and the Third Sector*. McGill-Queen's University Press (février 2002).

Commission de réforme du droit de l'Ontario. *Report on the Law of Charities*. Gouvernement de l'Ontario (1996).

Drache, Arthur. « The English Charity Commission Concept in the Canadian Charity Context. » *The Philanthropist*, vol. 14, n° 1.

Drache, Arthur et Laird Hunter. « A Canadian Charity Tribunal: A Proposal for Implementation. » Projet de la fondation Kahanoff (janvier 2000) (disponible à l'adresse suivante : <http://data.nonprofitscan.org>).

Hall, Michael, L. Greenberg et L. McKeown. *Talking about Charities: Canadians' Opinions on Charities and Issues affecting Charities*. Préparé pour la fondation Muttart par le Centre canadien de philanthropie (octobre 2000) (disponible à l'adresse suivante : <http://www.muttart.org>).

Institute for Media, Policy and Civil Society. *Les organismes prennent la parole*. En association avec le Centre canadien de philanthropie (mars 2002) (disponible à l'adresse suivante : http://www.impacs.org/pdfs/prennentlaparole_final.pdf).

Monahan, Patrick, avec Elie Roth. « Federal Regulation of Charities: A Critical Assessment of Recent Proposals for Legislative and Regulatory Reform, » Projet de la fondation Kahanoff (janvier 2000) (disponible à l'adresse suivante : <http://data.nonprofitscan.org>).

Table ronde sur la transparence et la saine gestion dans le secteur bénévole. *Consolider nos acquis : pour une meilleure gestion et transparence au sein du secteur bénévole au Canada*. Rapport final (février 1999) (disponible à l'adresse suivante : <http://www.vsi-isbc.ca>).

Travailler ensemble : une initiative conjointe du gouvernement du Canada et du secteur bénévole. Rapport des tables conjointes (août 1999) (disponible à l'adresse suivante : <http://www.vsi-isbc.ca>).

Études et conclusions internationales

The Charity Commission Regulation and Support of Charities. Vingt-huitième rapport (1997-98) du House of Commons Committee on Public Accounts (The Stationery Office, Londres, 1998).

Charity Scotland. Rapport de la Scottish Charity Law Review Commission (mai 2001) (disponible à l'adresse suivante : <http://www.charityreview.com/csmr/csmr-01.htm>).

International Journal of Not-for-Profit Law, vol. 2, n° 1. Discours et notes d'allocutions prononcés lors de la conférence sur le droit des organismes sans but lucratif, tenue à Budapest en 1999 (disponible à l'adresse suivante : <http://www.icnl.org/journal/vol2iss1/>).

Report of the Inquiry into the Definition of Charities and Related Organizations. Charities Definition Inquiry, Australie (août 2001) (disponible à l'adresse suivante : <http://www.cdi.gov.au/default.htm>).

First Report by the Working Party on Registration, Reporting and Monitoring of Charities. New Zealand (février 2002) (disponible à l'adresse suivante : <http://www.treasury.govt.nz/charities/>).

Second Report by the Working Party on Registration, Reporting and Monitoring of Charities. New Zealand (mai 2002) (disponible à l'adresse suivante : <http://www.treasury.govt.nz/charities/>).

Annexe 3

Membres de la Table conjointe sur le cadre réglementaire

Maureen Kidd (coprésidente) Directrice générale Direction des organismes de bienfaisance Agence des douanes et du revenu du Canada	Jennifer Leddy Conseillère juridique et en matière de politiques Conférence des évêques catholiques du Canada
Bob Wyatt (coprésident) Directeur exécutif The Muttart Foundation	Don McRae Agent principal de politiques Programme des partenariats communautaires Patrimoine canadien
Joseph Allen Analyste juridique principale des politiques Politique du droit corporatif et de l'insolvabilité Industrie Canada	Serge Nadeau Directeur Division de l'impôt des particuliers Finances Canada
Bob Couchman Ancien directeur exécutif- Yukon Family Services Associates	Ed Pennington Directeur général Association canadienne pour la santé mentale
Terry de March Directeur Innovations, analyse et intégration Ministère de la Justice	Claude Rocan Directeur général Centre de développement de la santé humaine Direction générale de la santé de la population et de la santé publique Santé Canada
Lois Hollstedt Ancienne PDG YWCA de la région métropolitaine de Vancouver	Jean-Michel Sivry Expert et bénévole Président, Théâtre UBU (Montréal) Directeur général, les Éditions Flammarion Ltée
Darlene Jamieson Associée Étude d'avocats Jamieson-Sterns	John Walker Directeur général Groupe de travail sur les subventions et les contributions Développement des ressources humaines Canada

Conseillers

Gordon Floyd
Vice-président
Affaires publiques
Centre canadien de philanthropie

Carl Juneau
Directeur
Division des politiques et de la communication
Direction des organismes de bienfaisance
Agence des douanes et du revenu du Canada

Laird Hunter
Associé
Worton, Hunter and Callaghan

Membres d'office

May Morpaw
Directrice des politiques
Groupe de travail sur le secteur bénévole
Bureau du Conseil privé

Marilyn Box
Secrétariat de l'ISB